ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la santé

Question écrite n° 102850

Texte de la question

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, UNSA, SUD, SNIASS et SMISP des personnels du ministère de la santé et des solidarités a dernièrement rappelé avec vigueur certains enjeux sociaux cruciaux que le Gouvernement semble vouloir ignorer. Ces enjeux pointés portent sur la remise en cause permanente des missions et de l'organisation de l'administration sanitaire et sociale de l'État (augmentation des missions alors que les effectifs diminuent, multiplication des agences, décentralisations successives, externalisation des missions comme la VAE), et la diminution constante des effectifs qui s'accompagne d'une gestion des ressources humaines négligeant de plus en plus le respect des règles de la fonction publique et d'un recours accru aux emplois précaires. Depuis le 19 janvier 2006, l'intersyndicale demande à discuter sur le fond avec le Gouvernement de ces deux sujets essentiels que sont les emplois et les missions et le devenir des services, mais se voit toujours signifier une fin de non-recevoir... Cela n'est pas une façon correcte de management des personnels publics et ne peut être que source de lourds conflits alors que le pays n'a jamais eu autant besoin de services publics qu'aujourd'hui. En conséquence, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre de la santé et des solidarités de lui indiquer pourquoi il refuse le dialogue avec les partenaires sociaux de son ministère, et les mesures qu'il compte prendre afin de restaurer une confiance avec les agents de son ministère qui semble lourdement compromise aujourd'hui.

Données clés

Auteur : Mme Chantal Robin-Rodrigo
Circonscription : Hautes-Pyrénées (2e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 102850
Rubrique : Santé
Ministère interrogé : santé et solidarités
Ministère attributaire : santé, jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 août 2006, page 8983